

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, à "Time Magazine" du 16 février 2003, sur sa position en faveur de la poursuite des inspections en Irak, le rôle positif de la présence militaire américaine au Moyen Orient pour le désarmement irakien, les relations franco-américaines et la question d'une nouvelle résolution de l'ONU autorisant des frappes militaires contre l'Irak.

QUESTION - Est-ce que le rapport des inspecteurs, la semaine dernière, a marqué un tournant dans le débat sur l'Iraq ?

LE PRESIDENT - J'avais reçu dans les deux jours précédents une série de coups de téléphone de chefs d'Etat, membres du Conseil de sécurité ou d'ailleurs non membres du Conseil de sécurité. Et j'en avais tiré la conclusion que la recherche déterminée d'une solution au désarmement de l'Iraq par un processus pacifique était partagée par une majorité de responsables politiques.

QUESTION - En cas de guerre, quelles conséquences voyez-vous pour le Moyen Orient ?

LE PRESIDENT - Les conséquences d'une guerre seraient considérables : sur le plan humain, sur le plan politique, par une déstabilisation de l'ensemble de cette région. J'ajoute qu'il est très difficile d'expliquer que l'on va dépenser des sommes colossales pour faire la guerre alors qu'il y a peut-être une autre solution et que l'on ne peut pas assumer le minimum de responsabilité dans le domaine de l'aide au développement.

QUESTION - Pourquoi, plus que Tony BLAIR ou George BUSH, vous attendez-vous à des conséquences aussi graves ?

LE PRESIDENT - Simplement, je n'ai pas la même appréciation. Parmi les conséquences négatives de cette guerre, il y aurait une réaction de la part de l'opinion publique arabe et musulmane. A tort ou à raison, mais c'est un fait. Une guerre de cette nature ne peut pas ne pas donner une forte impulsion au terrorisme. Elle pourrait créer des vocations pour un grand nombre de petits BEN LADEN.

Les musulmans et les chrétiens ont beaucoup à se dire. Et ce n'est pas par la guerre qu'on favorisera ce dialogue. Je suis contre le choc des civilisations. Cela fait le jeu des intégristes. Il y a un problème, c'est la possession probable d'armes de destruction massive par un pays incontrôlable, l'Iraq. La communauté internationale a raison de s'émouvoir de cette situation. Et elle a eu raison de décider qu'il fallait désarmer l'Iraq.

Alors, les inspections ont commencé. C'est naturellement un travail long et difficile. Il faut laisser aux inspecteurs le temps de le faire. Et, probablement, cela c'est la position de la France, renforcer leurs moyens, notamment leurs moyens d'observation aérienne. Pour le moment, rien ne permet de dire qu'elle ne marche pas.

QUESTION - Est-ce que la France ne se dérobe pas à ses responsabilités sur le plan militaire envers son plus vieil allié ?

entière son pays, mon ami.

LE PRESIDENT - La France n'est pas un pays pacifiste. Nous avons dans les Balkans plus de soldats que les Etats-Unis. La France n'est évidemment pas un pays anti-américain. Elle est profondément amie des Etats-Unis. Elle l'a toujours été. Et la France n'a pas pour vocation de soutenir un régime dictatorial, ni en Iraq, ni ailleurs.

Nous n'avons pas non plus de divergences de vues sur l'objectif : l'élimination des armes de destruction massive de Saddam HUSSEIN. Et, pour tout dire, si Saddam HUSSEIN pouvait disparaître, ce serait certainement le meilleur service qu'il pourrait rendre à son peuple et au monde. Mais nous pensons que cet objectif peut être atteint sans mettre en oeuvre une guerre.

QUESTION - Vous avez l'air de placer davantage la responsabilité sur les inspecteurs, pour qu'ils trouvent les armes, plutôt que sur Saddam HUSSEIN, pour qu'il déclare ce qu'il a ?

LE PRESIDENT - Y-a-t-il en Iraq des armes nucléaires ? Je ne le pense pas. Y-a-t-il d'autres armes de destruction massive ? C'est probable. Il faut donc les trouver et les détruire. Dans la situation où il est actuellement et contrôlé comme il l'est, est-ce que l'Iraq représente un danger important et immédiat pour la région ? Je ne le crois pas. Et donc, dans ces conditions, je préfère poursuivre sur la voie définie par le Conseil de sécurité. Puis, on verra.

QUESTION - Quelle circonstance pourrait justifier la guerre ?

LE PRESIDENT - C'est aux inspecteurs de faire rapport. On leur fait confiance. On leur a donné une mission et on leur fait confiance. S'il faut augmenter leurs moyens, on augmente leurs moyens. Donc, c'est à eux de venir dire un jour au Conseil : "nous avons gagné, c'est terminé, il n'y a plus d'armes de destruction massive", ou bien : "il est impossible pour nous de remplir la mission que vous nous avez donnée, nous nous heurtons à des mauvaises volontés et à des blocages de la part de l'Iraq". Alors, le Conseil de sécurité serait fondé à délibérer sur ce rapport et à prendre sa décision. Et, dans cette hypothèse, la France n'exclut naturellement aucune option.

QUESTION - Mais, sans la coopération iraquienne, même 300 inspecteurs ne peuvent faire le travail

LE PRESIDENT - Ça, il n'y a pas l'ombre d'un doute. Mais c'est aux inspecteurs de le dire. Moi, je fais simplement le pari qu'on peut obtenir de l'Iraq une plus grande coopération. Si je me trompe, il sera toujours temps d'en tirer les conséquences.

Quand un régime comme celui de Saddam se trouve pris entre la mort certaine et l'abandon de ses armes, il doit faire le bon choix. Mais je ne suis pas sûr qu'il le fera.

QUESTION - Si, aux Nations Unies, les Etats Unis venaient à présenter une résolution en faveur de la guerre, est-ce que la France utiliserait son droit de veto ?

LE PRESIDENT - J'estime qu'il n'y a pas de raison de faire une nouvelle résolution. Nous sommes dans le cadre de la résolution 1441, poursuivons. Je ne vois pas ce qu'une nouvelle résolution pourrait apporter de plus.

QUESTION - Certains vous accusent d'être animé par l'anti-américanisme ?

LE PRESIDENT - Je connais les Etats-Unis depuis longtemps, j'y suis allé souvent, j'y ai fait des études. J'ai été "fork-lift operator" pour Anheuser-Busch à Saint Louis, j'ai été "soda jerk" chez Howard Johnson. J'ai traversé dans tous les sens les Etats-Unis en auto-stop. J'ai été journaliste et j'ai écrit un article pour le "Times Picayune" de la Nouvelle Orleans qui est paru en une. Je connais les Etats-Unis mieux peut-être que beaucoup de Français et, j'aime beaucoup les Etats-Unis. J'ai beaucoup de très bons amis là-bas. C'est un pays où je me sens bien. J'aime beaucoup la "junk food" et, chaque fois que je vais aux Etats-Unis, je reviens avec un nombre excessif de kilos.

J'ai toujours été un partisan, un supporter de la solidarité transatlantique. Quand j'entends dire que je suis un anti-américain, je suis triste. Je ne suis pas en colère. Mais je suis triste.

QUESTION - Pensez-vous que le fait que l'Amérique soit la seule superpuissance est un problème ?

LE PRESIDENT - Une société où il y a un seul puissant est toujours une société dangereuse et qui provoque des réactions. C'est pour cela que je suis pour un monde multipolaire dans lequel il est évident que l'Europe a sa place. De toute façon, le monde ne sera pas unipolaire. Dans les

cinquante ans qui viennent, la Chine représentera une puissance considérable. Donc, le monde sera différent. Et donc, autant essayer de l'organiser dès maintenant. La solidarité transatlantique restera à la base de ce monde multipolaire de demain dans lequel l'Europe a un rôle à jouer.

QUESTION - Les tensions à cause de l'Iraq n'ont-elles pas empoisonné la relation transatlantique ?

LE PRESIDENT - Je le répète : il faut désarmer l'Iraq. Pour cela, l'Iraq doit faire plus qu'il ne le fait aujourd'hui. Si l'on désarme l'Irak, l'objectif recherché par les Américains sera atteint. Et si on le fait, il n'y a pas de doute sur le fait que ce sera dû en grande partie à la présence de l'armada américaine sur place. S'il n'y avait pas eu l'armée américaine, il n'est pas du tout évident que Saddam aurait accepté de jouer le jeu.

Si l'on va au terme des inspections, les Américains auront en fait gagné dans la mesure où c'est essentiellement grâce à la pression qu'ils auront exercée qu'on aura pu désarmer l'Iraq.

QUESTION - Vous ne pensez pas qu'il serait politiquement extrêmement difficile pour le Président BUSH de faire machine arrière sur la guerre ?

LE PRESIDENT - Je ne suis pas si sûr. Il aurait deux avantages s'il ramène ses soldats. Je me place dans la situation où les inspecteurs diraient : "Maintenant il n'y a plus rien", ce qui prendra encore un certain nombre de semaines. Si l'Iraq n'a pas coopéré et que les inspecteurs disent : "ça ne marche pas", cela pourrait signifier la guerre. Mais si l'Iraq est objectivement désarmé, ses armes de destruction massive éliminées, et que c'est vérifié par les inspecteurs, à ce moment-là, Monsieur BUSH pourra dire deux choses : premièrement, "grâce à mon intervention, l'Iraq a été désarmé". Et, deuxièmement, "je l'ai fait sans faire couler le sang". Dans la vie d'un homme d'Etat, cela compte. Sans faire couler le sang.

QUESTION - Oui, mais Washington pourrait bien aller à la guerre malgré votre plan.

LE PRESIDENT - C'est leur responsabilité. Si jamais ils me demandaient mon conseil, ce n'est pas ce que je leur recommanderais.